SEP / OCT 2026

ÉDITION RÉGIONALE BZH

CAPEB infos

LA LETTRE D'INFOS DES PROFESSIONNELS DU **BÂTIMENT EN BRETAGNE**



FORMER : UN NOUVEAU DÉFI FACE AUX COUPES BUDGÉTAIRES

PAGE 2



WORLDSKILLS 2026

Et si le prochain talent était déjà dans votre entreprise ?

Ensemble, révélons les talents de demain !

Pour plus d'infos scannez le QR Code

ou consultez la page 10



PAGE 4

Retour en images des rencontres des métiers du bâtiment à Marseille



PAGE 8

Cumul emploi - retraite : la réforme 2027 va changer la donne



PAGE 11

Assises de l'économie circulaire, l'événement du réemploi les 5 et 6 novembre à Rennes

Sommaire

Actualités

- La facturation électronique s'impose aussi aux artisans
- Le trophée Quali'vie 2026, pourquoi pas vous ?
- Interview : « Sentir qu'on pèse vraiment sur l'avenir du métier, ça n'a pas de prix » - Rencontre avec Erwan Barlet

PAGES 2 À 5

Social & Salaires

- La retraite du chef d'entreprise du bâtiment

PAGE 6

Juridique

- Enjeux sociaux et environnementaux dans les marchés publics

PAGE 7

Économie & Fiscalité

- Cumul emploi-retraite : la réforme 2027 va changer la donne
- Fonds de Solidarité CAPEB : un soutien en cas de coup dur
- Primes CEE des VUL électriques : hausse des montants et priorité aux véhicules assemblés en Europe

PAGE 8

Zoom technique

- Construire en pierre aujourd'hui en Bretagne, l'événement des métiers de la pierre
- Save the date : rencontre professionnelle dans les coulisses d'une usine de polystyrène expansé

PAGES 9 & 10

Développement durable

- Les Assises de l'économie circulaire à Rennes, les 5 et 6 novembre
- Mobilité - Un outil pour clarifier les aides et visualiser l'impact de vos véhicules et le coût de renouvellement

PAGE 11

Compétences & Formation

- Les critères de prise en charge Constructys, au 1er juin 2026
- Les chiffres clés nationaux de l'apprentissage dans l'artisanat du bâtiment

PAGE 12

Suivez-nous !

Édito



FORMER : UN NOUVEAU DÉFI FACE AUX COUPES BUDGÉTAIRES

En juin dernier, la CAPEB alertait le Gouvernement sur les coupes budgétaires arbitrées ou envisagées pour 2026 et 2027. Certaines suscitent plus que de l'incompréhension, notamment le coup de rabot sur MaPrimeRénov' et la réduction du périmètre des travaux éligibles aux aides. Dans un contexte d'épisodes caniculaires inédits dans notre pays, il semble inconcevable d'installer des systèmes de ventilation et de climatisation dans des bâtiments mal isolés. Au-delà de la pertinence environnementale, cette mesure fragilise davantage les entreprises artisanales déjà asphyxiées par l'augmentation du coût des matériaux et du prix des carburants.

Apprentissage : le coup de rabot que les territoires n'avaient pas vu venir

D'autres coupes, moins médiatisées, impactent tout aussi directement notre secteur. Les crédits d'État versés aux Régions pour l'apprentissage fondent de 88 % : en Bretagne, l'enveloppe passe de 11,7 à 1,4 million d'euros. Des projets semblent déjà compromis : modernisation des centres de formation d'apprentis, renouvellement des équipements pédagogiques, maintien de sections techniques ou spécialisées, souvent implantées en zone rurale et à petits effectifs. Dans une région où le maillage territorial de la formation fait la force de nos métiers, la question est loin d'être abstraite : c'est la présence même de sections de formation à proximité des entreprises qui est en jeu.

Comment peut-on ériger l'apprentissage en priorité nationale, appeler à renforcer les compétences face aux transitions environnementales, et réduire brutalement les moyens qui y sont consacrés ?

« Au total, c'est plus de 30 M€ de crédits formation qui disparaissent du budget de la Région du jour au lendemain », résumait Stéphane Perrin-Sarzier, vice-président aux finances, dans un communiqué du 26 juin.

Responsable de la formation professionnelle, la Région Bretagne finance également une large part des formations destinées aux demandeurs d'emploi. Là encore, le catalogue va s'appauvrir, alors même que les difficultés de recrutement persistent et que de nombreux métiers restent en tension.

Pour autant, le marché, lui, ne disparaît pas. Les logements bretons devront être rénovés, isolés, ventilés, équipés. La demande est là, portée par la réglementation, la facture énergétique des ménages et l'adaptation aux étés de plus en plus chauds. Au-delà des moyens financiers, reste à savoir qui réalisera ces travaux et avec quelles compétences. Sur le terrain, les besoins de recrutement sont considérables, mais l'offre de formation ne suit pas toujours le rythme et les attentes des entreprises.

Une action à tous les niveaux

Le Président confédéral avait déclaré que *« Le pire ennemi de la rénovation, ce n'est pas le monogeste. C'est l'absence de travaux »*. Pour les rendre concrets, la stratégie de la CAPEB consiste désormais à tenter d'obtenir une répartition avantageuse de l'enveloppe existante, de sorte qu'elle puisse servir à un parcours de rénovation d'ampleur.

Un partenariat a par ailleurs été noué pour aider les artisans à mieux accompagner leurs clients dans le financement de leurs travaux. Enfin, la défense d'une TVA à 5,5 % pour l'ensemble des travaux de rénovation reste sur la table, avec le même objectif : accélérer l'activité.

Au niveau régional, le marché de la rénovation demeure une opportunité majeure pour l'artisanat breton, à condition de pouvoir y répondre. C'est sur les compétences que la CAPEB en Bretagne peut aussi agir. Avec les organismes de formation et les partenaires de l'enseignement professionnel, le réseau travaille à mieux faire connaître les métiers, à adapter le contenu des formations aux compétences réellement attendues par les entreprises (sans attendre la création de nouveaux diplômes nationaux) et à faire en sorte que les formations jugées « prioritaires » par la Région répondent aux attentes des artisans.

Nous comptons sur vous pour nourrir ce travail. Vos difficultés de recrutement, les compétences qui vous font défaut, les formations que vous jugez inadaptées : faites-les-nous remonter. Ce sont vos remontées de terrain qui donnent du poids à notre action, auprès des organismes de formation comme des pouvoirs publics.

• *JZ*



SAVE THE DATE

Vendredi 9 octobre 2026 de 11h à 15h

Les pros à Vélo font leur show à la CAPEB Ille-et-Vilaine.

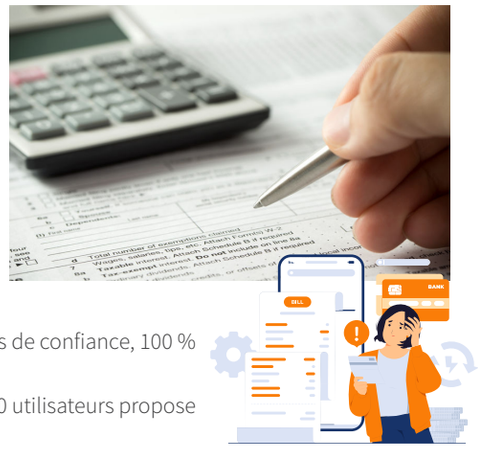
Surveillez votre boîte mail pour vous inscrire !

Actualités départementales

LA FACTURATION ÉLECTRONIQUE S'IMPOSE AUSSI AUX ARTISANS

MORBIHAN

C'est un grand saut technologique qui se prépare pour le monde de l'artisanat. Fini le simple document PDF envoyé par courriel : la véritable facture électronique est un fichier au format structuré, contenant des données directement exploitables par l'administration fiscale et les logiciels de comptabilité. Elle devra obligatoirement transiter par une Plateforme Agréée (PA) par l'État. Pour aider les chefs d'entreprise à aborder cette transition en toute sérénité, la CAPEB du Morbihan rappelle quelques questions à se poser, tout en précisant que si la première étape en 2026 est techniquement simple à mettre en œuvre, anticiper l'échéance de 2027 dès maintenant permet de lisser l'effort d'adaptation.



Face aux plus de 130 plateformes agréées recensées par l'État, la CAPEB précise que le choix de la solution doit avant tout dépendre de l'organisation interne de chaque entreprise.

→ Vous utilisez déjà un logiciel de gestion BTP ? Inutile d'en changer dans la majorité des cas. Contactez votre éditeur pour vérifier sa compatibilité et son calendrier de déploiement.

→ Vous travaillez encore sur Word ou Excel ? C'est l'occasion rêvée d'adopter un logiciel moderne, 100 % compatible, pour simplifier votre quotidien.

→ Vous passez par votre expert-comptable ? Assurez-vous que ses outils de gestion communiquent correctement avec votre future plateforme de facturation.

Pour guider les artisans du Morbihan, la CAPEB a sélectionné et référencé deux partenaires de confiance, 100 % compatibles avec la réforme :

1. **INFast (INTIA)** : Basé à Brest, ce logiciel ergonomique et plébiscité par plus de 12 000 utilisateurs propose une interface de devis / facturation extrêmement simple d'utilisation.
2. **Costructor** : Basé à Nantes, ce nouveau partenaire officiel de la CAPEB nationale propose une solution tout-en-un (suivi de chantier, achats, rentabilité, connexion bancaire) déjà adoptée par 150 000 artisans.

Chacun de ces partenaires propose par ailleurs une plateforme agréée offerte pour la réception et l'émission des factures.

Pour aller plus loin et se faire accompagner, la CAPEB du Morbihan reste mobilisée aux côtés des entrepreneurs pour analyser leurs besoins et vérifier la compatibilité de leurs outils. Des webinaires gratuits d'information sont régulièrement organisés par Costructor pour comprendre la réforme.

Votre contact privilégié : Pour toute question économique ou fiscale, contactez **Philippe LE RAY : 02 52 56 94 14 - philippe.leray@capeb56.fr**

• LEN

LE TROPHÉE QUALI'VIE 2026, POURQUOI PAS VOUS ?

FINISTERE

Le Trophée Quali'vie est organisé par l'U2P (Union des Entreprises de Proximité) et les CPRIA depuis 2017 en Bretagne et depuis 2022 dans plusieurs régions de France pour récompenser des entreprises qui s'engagent dans l'amélioration de la Qualité de Vie et des conditions de travail (QVCT). Pour cette édition 2026, nous recherchons nos futurs lauréats ! Les candidatures peuvent être adressées jusqu'au 15 septembre.

Quali'Vie
ARTISANS DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

POURQUOI PAS VOUS ? TENTEZ DE GAGNER :

20 000 € de récompenses

10 Régions engagées

30 Entreprises

C'EST UNE OPPORTUNITÉ POUR :

1. Valoriser vos actions QVCT
2. Partager votre expérience
3. Donner de la visibilité à votre entreprise

LES LAURÉATS DES ÉDITIONS PASSÉES VONT VOUS DONNER ENVIE :
https://www.trophee-qualivie.fr/les-laureats

Si vous êtes intéressé(e) et souhaitez être orienté(e) et accompagné(e) dans cette démarche,

Votre contact CAPEB :
Christophe TETU
c.tetu@capeb-finistere.fr

Actualités départementales

ILLE-ET-VILAINE

RETOUR EN IMAGES DES **RENCONTRES DES MÉTIERS DU BÂTIMENT À MARSEILLE**

L'édition 2026 a été un franc succès et notre délégation CAPEB 35 a pu profiter des exposants pour avoir des échanges constructifs.

Les métiers de la peinture ont mis à l'honneur l'opération « Peintres du Cœur » en remettant un trophée à chaque département participant. Des ateliers transverses ont été très enrichissants avec l'échange de bonnes pratiques sur :

→ Le changement climatique : s'adapter et agir pour atténuer ses effets (Guide ADEME mai 2026 en collaboration avec la CAPEB).

→ Comment les entreprises artisanales du bâtiment peuvent se positionner sur les marchés de l'adaptation des logements au vieillissement et au handicap ?







• *BF*

EN PLEINE CANICULE, LA CAPEB DU MORBIHAN FUSTIGE LE NOUVEAU COUP DE RABOT SUR MAPRIMERÉNOV'

MORBIHAN

Alors que le département traversait un épisode de chaleur historique, la décision du gouvernement de supprimer, dès le 1er septembre prochain, la quasi-totalité des aides à la rénovation énergétique « par gestes » suscite la colère et l'incompréhension des artisans locaux. La CAPEB du Morbihan a dénoncé une mesure déconnectée de la réalité du terrain et du portefeuille des ménages. Cette colère a été relayée par les médias, dont France 3 Bretagne et RCF Sud-Bretagne.

Alors que le thermomètre s'affole et que les appels à adapter les logements au changement climatique se multiplient, la CAPEB du Morbihan a tiré la sonnette d'alarme. En cause : le projet du gouvernement de sabrer, au 1er septembre 2026, l'essentiel des aides MaPrimeRénov' destinées aux travaux de rénovation par étapes, dits « par gestes ». Nous avions déjà exprimé nos craintes dès la mi-juin et cette décision s'apparente à un contresens historique, tant sur le plan écologique qu'économique et social.



Dès la rentrée, les aides individuelles pour l'isolation des combles, des toitures, le remplacement des fenêtres, ainsi que pour l'installation de ventilations ou de poêles à bois devraient disparaître. L'État entend désormais réserver le gros des financements publics aux seules rénovations globales et d'ampleur. Nous estimons qu'exiger des travaux à plusieurs dizaines de milliers d'euros d'un seul coup est totalement utopique pour la majorité des ménages morbihannais. La rénovation par étapes reste la seule voie d'accès pragmatique et financièrement viable. L'autre aberration pointée du doigt concerne la cohérence technique des chantiers. En privilégiant les aides aux équipements de chauffage (comme les pompes à chaleur air/eau) au détriment de l'enveloppe du bâtiment (l'isolation), le gouvernement fait fausse route. Installer un système de chauffage performant dans une « passoire thermique » non isolée s'avère contre-productif. De plus, face aux canicules à répétition, c'est bien l'isolation et le traitement passif de l'enveloppe qui garantissent le confort d'été et maintiennent la fraîcheur dans les foyers.

La mobilisation de l'organisation morbihannaise a d'ores et déjà trouvé un large écho médiatique. Après une prise de parole remarquée sur les ondes de la radio RCF Sud-Bretagne, la CAPEB du Morbihan est également intervenue sur France 3 Bretagne, aux côtés d'un entrepreneur désabusé et d'un client ayant perdu plusieurs milliers d'euros du fait de cette réforme. Cette diffusion prouve bien que l'inquiétude des artisans résonne au-delà des seuls professionnels du secteur.

• *LEN*

Actualités régionales

« SENTIR QU'ON PÈSE VRAIMENT SUR L'AVENIR DU MÉTIER, ÇA N'A PAS DE PRIX »



RENCONTRE AVEC ERWAN BARLET, CHEF DE FILE À LA CAPEB BRETAGNE POUR LA NÉGOCIATION DES GRILLES DES SALAIRES MINIMA

Chaque année, la CAPEB Bretagne participe aux négociations régionales sur les salaires minima des ouvriers et des ETAM du bâtiment, des décisions qui pèsent directement sur le quotidien de nombreuses entreprises. Pour en parler, nous avons interrogé Erwan BARLET, co-gérant de CEM Concept, entreprise de maçonnerie de 10 salariés à Malansac (56), et chef de file sur ce dossier depuis 6 ans.

En quoi consiste concrètement ce mandat ?

Chaque CAPEB régionale négocie sur son territoire les grilles minima des ouvriers et des ETAM, ainsi que les indemnités de petits déplacements et la prime « repas ». Nous sommes 4 ou 5 élus* désignés par nos CAPEB départementales pour porter la voix des entreprises artisanales face aux syndicats de salariés (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) et aux autres organisations professionnelles. Ces grilles s'appliquent à toutes les entreprises, adhérentes ou non : elles pèsent sur leur équilibre économique et sur leur capacité à recruter et à fidéliser.

** Membres de la Commission Sociale et Salaires en 2025 : Erwan BARLET (56), Stéphane HARDY (35), Lucie COUPE (22), Stéphanie OLLIVEAUD et Bruno PRIGENT (29).*

Pourquoi ce mandat est-il si important, en particulier pour les artisans du bâtiment ?

À cette table, nous portons une voix que personne d'autre ne porte : celle des TPE, avec des marges souvent plus fines et des trésoreries qui peuvent être tendues, pour lesquelles chaque hausse doit rester finançable sans casser l'attractivité du métier auprès des jeunes. Si nous ne sommes pas là, ou mal préparés, d'autres décideront à notre place.

Comment se déroulent les échanges avec les syndicats de salariés ?

Pour que la négociation soit efficace, il faut en même temps être ferme sur les chiffres et sur la réalité économique des TPE, mais aussi respectueux dans la relation avec les organisations syndicales et à l'écoute. L'objectif est de trouver le point d'équilibre entre les revendications syndicales qui doivent prendre en compte à la fois le coût de la vie des salariés et la réalité économique des entreprises.

Les négociations se tiennent une seule fois par an. Comment vous préparez-vous en amont ?

Le mandat ne se résume pas à une réunion annuelle : c'est un travail en continu. En amont, nous consultons nos élus départementaux, puis nous remontons et compilons leurs retours lors d'une ou plusieurs réunions statutaires de la CAPEB Bretagne. Les positions que nous portons sont donc construites avec les CAPEB départementales et validées par le Conseil d'administration de la CAPEB régionale. À la table des négociations, il faut ensuite les défendre, les expliquer.

Nous arrivons aussi avec des chiffres solides, pas des impressions. « Les entreprises absorbent-elles les hausses ? Ont-elles du mal à recruter ? » Nous veillons enfin à maintenir un écart valorisant entre les coefficients, par exemple entre le 150 (équivalent au SMIC) et le 185, qui s'applique aux salariés qualifiés.

Qu'est-ce que vous diriez à un adhérent qui hésite encore à s'investir dans un mandat CAPEB, quel qu'il soit ?

En tant qu'élu à la CAPEB, on peut avoir un impact direct sur des décisions qui touchent tous les adhérents, non seulement sur le papier mais dans leur vie de tous les jours. Pas besoin d'être expert dès le premier jour : on apprend, entouré par le réseau et par ceux qui sont passés avant nous.

Sentir qu'on pèse vraiment sur l'avenir du métier, ça n'a pas de prix. Je ne peux que conseiller à tous ceux qui hésitent, de se lancer dans l'un des nombreux mandats de notre organisation.

• JZ



REGROUPEMENT RÉGIONAL DES FEMMES DE L'ARTISANAT EN BRETAGNE

Jeudi 18 juin dernier a eu lieu le deuxième regroupement des femmes de l'artisanat du bâtiment en Bretagne, organisé par Virginie Chevallier, Présidente de la CAPEB Ille-et-Vilaine, Conseillère à la Commission Nationale des femmes de l'artisanat du bâtiment et administratrice de la CAPEB Bretagne.

Après une séance de travail autour des thèmes de la prévention et des bonnes pratiques RH... l'événement s'est conclu sur l'Île d'Arz afin de poursuivre ces échanges dans la convivialité. Objectif de ces temps forts : développer un réseau, valoriser les métiers, accompagner l'entrepreneuriat et bâtir la mixité dans l'artisanat du bâtiment.

Merci à toutes les participantes, à l'OPPBTP, à l'IRIS-ST et à la CAPEB Morbihan pour leur accueil.

• CJ

Social & Salaires

LA RETRAITE DU CHEF D'ENTREPRISE DU BÂTIMENT NON SALARIÉ

ARTISAN, GÉRANT OU DIRIGEANT DE SOCIÉTÉ : UN RÉGIME PROPRE, DISTINCT DE CELUI DES SALARIÉS ET DES AUTO-ENTREPRENEURS, MAIS DÉSORMAIS ADOSSÉ AU RÉGIME GÉNÉRAL.

Contrairement au salarié, le chef d'entreprise du BTP ne « part » ni n'est « mis » à la retraite par un tiers : il décide seul de cesser son activité et d'en informer ses caisses. Depuis la suppression du RSI, sa protection retraite s'est largement rapprochée de celle des salariés, tout en conservant des règles de cotisation et de calcul qui lui sont propres.

UN RÉGIME INTÉGRÉ AU RÉGIME GÉNÉRAL

Depuis le 1er janvier 2020, les artisans, commerçants et industriels (auparavant affiliés au RSI, puis à la Sécurité sociale des indépendants - SSI) relèvent du régime général pour leur retraite de base : la Cnav et les Carsat gèrent les dossiers, l'Urssaf collecte les cotisations. Pour la complémentaire, ils cotisent au Régime complémentaire des indépendants (RCI), qui a unifié en 2013 les anciens RCO et NRCO. Spécificité du secteur : depuis le 1er janvier 2023, les droits acquis au titre de l'ancien Régime complémentaire des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics (RCEBTP) ont été intégrés au RCI, seul régime complémentaire applicable aujourd'hui aux chefs d'entreprise du BTP.

ÂGE ET CONDITIONS DE DÉPART

L'âge légal de départ, aligné sur celui des salariés, devait passer progressivement de 62 à 64 ans avec la réforme de 2023. La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2026 a toutefois suspendu cette montée en charge du 1er septembre 2026 jusqu'en 2028 : pour les générations 1964 à 1968, l'âge légal reste ainsi fixé entre 62 ans et 9 mois et 63 ans et 9 mois. Le taux plein automatique, lui, demeure acquis à 67 ans, quel que soit le nombre de trimestres validés.

CALCUL DE LA PENSION

La retraite de base se calcule sur le revenu annuel moyen des 25 meilleures années (24 années pour une mère d'un enfant, 23 pour deux enfants ou plus, une nouveauté de la LFSS 2026), affecté du taux applicable (entre 37,5 % et 50 % pour un taux plein) et du rapport entre trimestres acquis et trimestres requis pour le taux plein. La retraite complémentaire RCI résulte d'un système de points qui peuvent être acquis sur deux tranches de revenu (jusqu'à un plafond annuel de la Sécurité sociale, puis au-delà) ; elle s'obtient en multipliant le nombre de points par leur valeur au moment de la liquidation (1,4386 € en 2026). Un plan d'épargne retraite individuel, déductible du revenu professionnel, constitue un complément fréquemment recommandé.



AMÉNAGER SA FIN DE CARRIÈRE

Comme les salariés, les non-salariés peuvent recourir à la retraite progressive (accessible depuis septembre 2025 dès 60 ans, sous condition de durée d'assurance) pour réduire leur activité tout en percevant une fraction de leur pension. Le cumul emploi-retraite, intégral ou plafonné, permet de poursuivre ou reprendre une activité après liquidation des droits ; depuis 2025, il ouvre aussi de nouveaux droits au RCI pour les artisans et commerçants en cumul intégral. Le dispositif sera restructuré au 1er janvier 2027 : avant l'âge légal, les revenus d'activité seraient déduits de la pension dès le premier euro, le cumul libre restant réservé à l'âge du taux plein automatique (67 ans).

Anticipez votre fin de carrière plusieurs années à l'avance, en étudiant ces dispositifs avec un professionnel de votre caisse.



• *JZ*

Juridique

ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DANS LES MARCHÉS PUBLICS

Avec l'entrée en vigueur de l'article 35 de la loi Climat et Résilience, **à compter du 22 août 2026 :**

- → **Le critère environnemental devient obligatoire** : c'est la fin du critère unique du prix.
- → **Le développement durable s'impose** dès la définition du besoin dans les spécifications techniques et les conditions d'exécution.
- → **Une clause sociale devient obligatoire** pour les procédures formalisées (sauf exception justifiée).





1 VALORISER SA POLITIQUE RSE

Avec ces obligations, le mémoire technique doit mettre en avant l'entreprise à travers sa politique RSE.

Environnement : gestion des déchets, réduction des émissions GES, prévention des risques environnementaux, recours à des matériaux biosourcés, économie d'énergie, réemploi / recyclage.

Social : prévention des accidents, formation du personnel, respect des droits des employés, parité hommes / femmes, embauche de personnes en situation de handicap, prévention des risques psychosociaux.

Gouvernance : organisation de l'entreprise, structure de gestion, certification et vérification des comptes, rémunération des dirigeants, achats responsables (label, société à mission), respect de l'éthique des affaires.

2 CLAUSE SOCIALE

L'objectif est de favoriser l'insertion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi.

Il s'agit d'une obligation chiffrée :

- → Nombre d'heures d'insertion à réaliser (lorsqu'il est imposé par l'acheteur),
- → Ou nombre d'heures d'insertion proposé (lorsqu'il n'est pas imposé par l'acheteur),
- → Ou pourcentage du volume horaire total du marché.

Une personne éloignée de l'emploi est : un demandeur d'emploi de longue durée ; un bénéficiaire du RSA ; un jeune sans qualification ; un travailleur reconnu handicapé ; une personne en parcours d'insertion.

Afin de réaliser l'engagement :

- → Transmettre les justificatifs, attestations, plannings, contrats…
- → Solliciter un facilitateur de clause sociale.



Bon à savoir :

- → Le coût de la clause doit être intégré dans le chiffrage du marché.
- → Un candidat ne peut pas proposer un apprenti en réponse à la clause sociale.

3 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

L'objectif de la clause environnementale est de réduire l'impact environnemental des prestations. Ces obligations doivent être vérifiables pour les mesures proposées par l'entreprise dans son offre verte et pour les mesures imposées par l'acheteur. Afin de réaliser l'engagement, il convient d'y dédier une organisation et de l'intégrer dans la méthodologie (suivi, reporting, amélioration continue). Le coût de la clause doit également être intégré dans le chiffrage du marché.

• *AC*

Économie & Fiscalité

CUMUL EMPLOI-RETRAITE : LA RÉFORME 2027 VA CHANGER LA DONNE

La loi de financement de la Sécurité sociale modifie en profondeur les règles du cumul emploi-retraite à compter du 1er janvier 2027. Cette réforme peut avoir un impact important si vous souhaitez transmettre progressivement votre entreprise tout en poursuivant une activité.

Bonne nouvelle : les personnes qui liquident leur première pension avant le 1er janvier 2027 conserveront les règles actuelles. Les nouvelles dispositions ne s'appliqueront qu'aux pensions prenant effet à partir de cette date.

Âge au moment du cumul	À partir du 1er janvier 2027
Avant l'âge légal	Pension réduite à hauteur des revenus d'activité (écrêtement de 100 %).
Entre l'âge légal et 67 ans	Pension réduite de 50 % des revenus dépassant un seuil fixé par décret (7 000 € par an envisagés).
À partir de 67 ans	Cumul intégral : pension et revenus d'activité peuvent être perçus sans limitation.

Pour les chefs d'entreprise proches de la retraite, cette réforme peut modifier la stratégie de fin de carrière. Selon les situations, il pourra être préférable de liquider sa retraite avant fin 2026, de différer son départ, de poursuivre son activité ou encore d'adapter sa rémunération (par exemple pour les dirigeants de sociétés soumises à l'IS).



Un bilan retraite personnalisé est désormais indispensable avant toute décision. Quelques mois d'anticipation peuvent avoir des conséquences importantes sur vos revenus, votre fiscalité et la transmission de votre entreprise.

• PLR

FONDS DE SOLIDARITÉ CAPEB : UN SOUTIEN EN CAS DE COUP DUR

La CAPEB met à disposition de ses adhérents un Fonds de Solidarité destiné à aider les entreprises artisanales confrontées à certaines difficultés exceptionnelles.



Ce dispositif peut être mobilisé en cas de catastrophes naturelles (incendie, inondation, tempête…) ou plus fréquemment de problème de santé grave du chef d'entreprise (maladie longue durée, accident du travail, décès).

Réservé aux adhérents à jour de leurs cotisations, il permet l'octroi d'une aide financière pouvant atteindre 2 500 € selon la situation. L'aide minimale s'élève à 850 € en cas de catastrophes naturelles (perte déduction faite de l'assurance) et à 1 200 € en cas de problème de santé grave du chef d'entreprise.

L'attribution du secours est étudiée au cas par cas, selon des conditions précises. Les demandes sont instruites par la CAPEB départementale et financées par une part de la cotisation confédérale. Un véritable soutien pour faire face aux aléas de la vie professionnelle !

• PLR

PRIMES CEE DES VUL ÉLECTRIQUES : HAUSSE DES MONTANTS ET PRIORITÉ AUX VÉHICULES ASSEMBLÉS EN EUROPE

Le dispositif des certificats d'économies d'énergie a évolué au 1er juin 2026 pour les utilitaires électriques, avec une hausse marquée des primes bonifiées pour les véhicules assemblés dans l'Espace économique européen (EEE).



La logique change : l'aide dépend désormais du poids du VUL et non plus d'un montant uniforme, ce qui favorise surtout les modèles les plus lourds.

Pour les entreprises du bâtiment, cela rend plus attractifs les utilitaires électriques adaptés aux usages de chantier, avec des primes qui peuvent approcher ou dépasser 9 000 € selon les cas. En revanche, les modèles non assemblés dans l'EEE restent sur une prime de base nettement plus basse, autour de 3 700 €.

• PLR

Zoom technique

CONSTRUIRE EN PIERRE AUJOURD'HUI EN BRETAGNE, L'ÉVÉNEMENT DES MÉTIERS DE LA PIERRE



Le 10 juillet dernier, nos artisans tailleurs de pierre se sont retrouvés à Ergué-Gabéric dans le Finistère !

À l'initiative d'Éric Le Dévéhat, administrateur CAPEB 35 mais aussi administrateur à la CAPEB Nationale et Référent des Métiers de la pierre, des échanges ont été initiés avec l'UNICEM (organisation professionnelle des carrières et matériaux) puis dans un second temps avec l'Ordre des Architectes. Après plus d'un an d'échanges, cette manifestation a pu voir le jour et a réuni près de 90 personnes !

Stefano Zerbi, architecte-professeur, était présent pour introduire ce sujet avec des exemples de construction en pierre contemporaine. Thomas Lecorguille, président de l'Association IG Granit de Bretagne, a développé le sujet des ressources en pierre dans le grand ouest. Pour Eric Le Dévéhat, c'était l'occasion de rappeler les savoir-faire en Bretagne.

Anthony Gautier, artisan tailleur de pierre à Argentré-du-Plessis, a exposé différentes constructions patrimoniales qui illustrent la longévité de ces constructions et l'attachement des communes à préserver les techniques anciennes.

Cette manifestation s'est clôturée par la visite du bâtiment de la mairie d'Ergué-Gabéric, en présence de Michel Grigniou, architecte en charge de ce projet, qui a détaillé chaque étape de celui-ci.







• *BF*

Zoom technique

SAVE THE DATE ! RENCONTRE PROFESSIONNELLE LE VENDREDI 20 NOVEMBRE 2026

ENTREZ DANS LES COULISSES D'UNE **USINE DE POLYSTYRÈNE EXPANSÉ !**

Les Services Techniques de la CAPEB 35 et de la CAPEB 56 vous proposent une rencontre professionnelle au cœur de la fabrication des solutions HIRSCH Isolation sur le site de Guipry-Messac (35).

AU PROGRAMME :

- → **Visite exclusive de l'usine :** découvrez toutes les étapes de fabrication du polystyrène expansé (PSE), de la matière première au produit fini.
- → **Comprenez les performances** des solutions d'isolation HIRSCH Isolation et les exigences de qualité qui garantissent leur fiabilité.
- → **Découvrez les gammes de produits** et leurs applications pour répondre efficacement à vos chantiers.
- → **Échangez avec les experts** techniques HIRSCH Isolation, posez toutes vos questions et partagez vos retours d'expérience.
- → **Passez un moment convivial** avec d'autres professionnels du bâtiment autour d'une journée riche en découvertes.



Mieux connaître les produits que vous mettez en œuvre, c'est gagner en expertise, en confiance et en efficacité sur vos chantiers.



NOUS SERONS RAVIS DE VOUS RECEVOIR ET DE RÉPONDRE À TOUTES VOS QUESTIONS.
Quand ? Vendredi 20 novembre (10h30 à 13h30)
Pour qui ? Artisans (isolation - plaquiste…), pour vous tous, adhérents des CAPEB bretonnes (22, 29, 35 et 56)

POUR VOUS INSCRIRE → CAPEB 35 : Marie MORANTIN ✉ marie.morantin@capeb35.fr | CAPEB 56 : Frédéric GUILLAUME ✉ technique@capeb56.fr | **OU CONTACTEZ VOTRE CAPEB**

• *FG - MM*

ENSEMBLE, RÉVÉLONS LES TALENTS DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT DE DEMAIN

ET SI LE PROCHAIN TALENT WORLDSKILLS ÉTAIT DÉJÀ DANS VOTRE ENTREPRISE ?

Les WorldSkills 2026-2027, c'est bien plus qu'une compétition. C'est une aventure humaine, professionnelle et collective, qui permet à de jeunes talents de se dépasser, de gagner en confiance et de faire reconnaître leur savoir-faire.

Pour les entreprises artisanales du bâtiment, c'est aussi une belle occasion de valoriser celles et ceux qui apprennent, progressent et font vivre nos métiers au quotidien !

QUI PEUT PARTICIPER À LA 49E ÉDITION ?

INSCRIPTION GRATUITE
Sans condition de diplôme ou de statut

- → **Profils :** apprenti, alternant, lycéen professionnel, entrepreneur, jeune salarié de votre entreprise adhérente à la CAPEB.
- → **Nationalité et séjour :** nationalité française, ressortissants de l'UE ou titulaires d'un titre de séjour en règle.
- → **Âge :** selon le métier, date de naissance à partir du 01/01/2006, ou du 01/01/2004 ou du 01/01/2003.
- → **Parcours+ :** accès aux personnes en situation de handicap, sans condition d'âge (parcours et critères

INSCRIPTIONS JUSQU'AU 31 OCTOBRE 2026 !

ET SI VOUS DEVENIEZ JURÉ POUR CETTE COMPÉTITION ?

Le juré est responsable de l'évaluation des candidats sur la base des critères de notation établis par Worldskills. Il peut être formateur, enseignant ou professionnel du bâtiment. Participer, c'est aussi représenter son métier, son entreprise et son territoire.Mais surtout, faire la fierté du réseau CAPEB !

Vous êtes intéressés ?
N'hésitez pas à contacter la CAPEB Bretagne, pour en savoir plus.
✉ **c.jousse@capeb-bretagne.fr**
07 86 36 45 55



Développement durable

LES ASSISES DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE À RENNES, LES 5 ET 6 NOVEMBRE

La CAPEB Bretagne est partenaire des Assises de l'économie circulaire, organisées par l'INSA et en collaboration avec Rennes métropole, qui se dérouleront les 5 et 6 novembre au Bâtiment 78.



AU PROGRAMME…

→ Partage d'avancées techniques, économiques et réglementaires dans le secteur du Bâtiment,

→ Présentation des solutions reproductibles pour les chantiers,

→ Mise en réseau des acteurs du territoire.

La CAPEB Bretagne est mobilisée dans la coordination de cet événement.

Dans ce cadre, **Sébastien Heno**, gérant de l'entreprise MALLEJAC (restauration du bâti ancien et patrimoine), présentera **un projet exemplaire**. Lors de cet événement, il participera également à une table ronde **"Regards croisés : comment changer les pratiques ?"** aux côtés de **Thierry Le Reste**, chef de chantier, qui parlera de son expérience au sein de la **formation D.U. BATIR.**

L'Agence Qualité Construction participera également à la table ronde et interviendra lors d'un atelier axé sur les assurances et les normalisations dans le réemploi.

Cet événement est destiné à l'ensemble des acteurs du secteur : artisans, élus et collectivités, maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, architectes, urbanistes, bureaux d'études, plateformes de réemploi et acteurs du recyclage, bureaux de contrôle et assureurs…

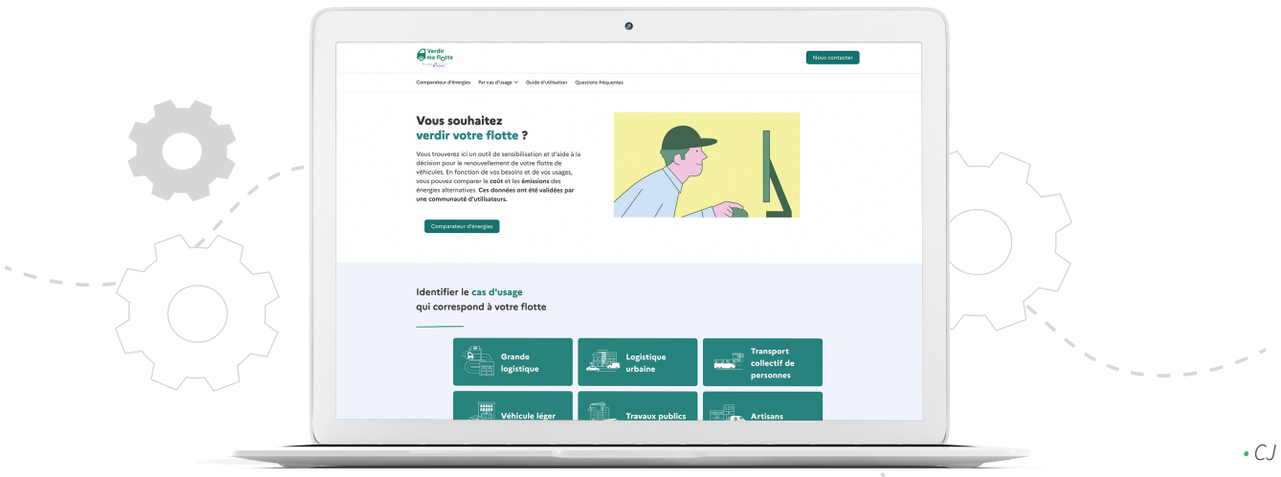
• *CJ*

MOBILITÉ – UN OUTIL POUR CLARIFIER LES AIDES ET VISUALISER L'IMPACT DE VOS VÉHICULES ET LE COÛT DE RENOUVELLEMENT

« Verdir ma flotte » est un outil d'information qui vise à réduire votre empreinte carbone afin de lutter contre le réchauffement climatique.

Zones à Trafic Limité, Zones à Faibles Émissions… Il permet de vous retrouver dans l'ensemble de ces normes environnementales en vigueur et de vous fournir les informations nécessaires pour garantir la conformité de votre flotte.

Le site internet « Verdir ma flotte » (verdirmaflotte.fr) permet d'avoir une visibilité sur les aides et de visualiser facilement le coût et les émissions des véhicules afin de mesurer l'impact du renouvellement de votre flotte, avec des alternatives au thermique (électrique, biogaz…).



• *CJ*

Compétences & Formation

LES CRITÈRES DE PRISE EN CHARGE CONSTRUCTYS AU 1ER JUIN 2026

Constructys
Votre partenaire compétences

Entreprises de moins de 11 salariés	Entreprises de 11 à moins de 50 salariés
Durée maximum	
Par action non qualifiante : maximum 300 heures / stagiaire **Par action qualifiante** (qualification CCN bâtiment / certification RNCP / blocs de compétences / CQP inscrits ou non au RNCP) : → Maximum 1200 heures / stagiaire → Nombre de stagiaires maximum : 3 / an / entreprise	
Plafond coût pédagogique horaire	
Plafond de 24 € HT / heure / stagiaire Dans la limite de 840 € HT / jour / groupe dans le cas d'une session intra-entreprise	**Plafond de 19 € HT / heure / stagiaire** Dans la limite de 665 € HT / jour / groupe dans le cas d'une session intra-entreprise
Participation aux frais	
Frais de salaires	
Plafond de 15 € HT / heure / stagiaire Sauf FEEBAT plafond : 100 € HT / jour / stagiaire	**Plafond de 10 € HT / heure / stagiaire uniquement pour les actions qualifiantes** **Plafond de 15 € HT / heure / stagiaire uniquement pour les actions** - Visant la pérennisation des emplois (actions de création / reprise / transmission et gestion d'entreprise) - Ou pour la partie des heures de formation réalisées en situation de travail (AFEST)
Frais annexes	
Uniquement pour les actions qualifiantes Plafond de 8 % des coûts pédagogiques financés par Constructys dans la limite de 1 500 € HT / stagiaire	

IMPORTANT : la formation doit démarrer en 2026 et les demandes de financement doivent parvenir à Constructys au moins 15 jours avant le début de la formation.
La formation ne doit pas avoir démarré avant la réception de la demande de financement par Constructys.

• MLT

LES CHIFFRES CLÉS NATIONAUX DE L'APPRENTISSAGE DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

La CAPEB nationale a diffusé en juillet dernier sa dernière étude sur l'artisanat du bâtiment (chiffres 2025 - édition 2026). Parmi les enseignements, on retiendra que l'apprentissage dans l'artisanat du bâtiment résiste mieux que la tendance nationale.

- → 59 900 apprentis dans les entreprises artisanales du bâtiment,
- → 5 % de femmes,
- → 60 % niveau 3 (CAP),
- → 70 % sont en emploi salarié 12 mois après la sortie.



L'enquête révèle des apprentis convaincus, puisque 91 % des répondants affirment que l'apprentissage a répondu à leurs attentes. Du côté des entreprises, elles sont engagées et fidèles à l'apprentissage : 69 % avaient déjà recruté un apprenti et près de la moitié d'entre elles le font depuis plus de 10 ans !

La 1re raison qui a conduit à recruter un apprenti : **« Transmettre ce que je sais et assurer le renouvellement du métier ».**

• MLT

L'ÉQUIPE DU CAPEB INFOS

Rédaction :
Secrétaires Généraux : Julian Zapata, Christophe Tétu, Béatrice Fourmond, Ludovic Espitalier-Noël
Communication départementale : Pascale Lelièvre-Lizé, Catherine Le Roy
Communication régionale : Julian Zapata
Social & Salaires : Nathalie Samson
Juridique : Alexia Coquet
Economie & Fiscalité : Philippe Le Ray
Zoom Technique : Marie Morantin & Frédéric Guillaume
Développement durable : Claire Jousse
Compétences & Formation : Marie-Luce Toublanc

Coordination : Claire Jousse

CONSEIL, ACCOMPAGNEMENT, DÉFENSE DE VOS INTÉRÊTS
Votre CAPEB départementale vous guide dans votre gestion au quotidien : **contactez-nous !**

CAPEB
L'Artisanat du Bâtiment

Réalisation : essentiel www.agence-essentiel.fr